



Bruxelles, le 27.9.2023
COM(2023) 558 final

**COMMUNICATION DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN, AU
CONSEIL EUROPÉEN, AU CONSEIL, AU COMITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIAL
EUROPÉEN ET AU COMITÉ DES RÉGIONS**

Vers une Europe plus résiliente, plus compétitive et plus durable

1. Introduction

La guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine a ébranlé l'ordre fondé sur des règles et a accéléré un peu plus encore les bouleversements tectoniques dans un environnement économique et géopolitique en mutation, appelant une réaction urgente, coordonnée et soutenue dans tous les domaines. L'urgence de la lutte contre le changement climatique a entraîné une intensification de la concurrence pour les ressources et une course technologique et industrielle dans le domaine des technologies propres, alors que la pandémie de COVID-19 avait déjà mis à jour la fragilité des chaînes d'approvisionnement et la nécessité d'une plus grande résilience.

L'UE n'a pas tardé à réagir. Confrontée à une instabilité croissante, à une intensification de la concurrence stratégique et à des menaces grandissantes pour la sécurité, l'UE s'est engagée, par la déclaration de Versailles du 11 mars 2022¹, à assumer une plus grande responsabilité en ce qui concerne sa sécurité et à prendre de nouvelles mesures décisives en vue de construire notre souveraineté européenne, de réduire nos dépendances et d'élaborer un nouveau modèle de croissance et d'investissement pour 2030. La déclaration a défini un programme commun, de vaste ampleur, pour renforcer la capacité de l'Europe à contribuer à la sécurité à l'échelle tant régionale que mondiale. L'UE a adapté ses stratégies et a accéléré leur mise en œuvre, tout en restant déterminée à atteindre ses objectifs prioritaires à long terme, au nombre desquels figurent le pacte vert pour l'Europe, qui constitue la stratégie de croissance durable de l'UE, une transition numérique qui préserve nos valeurs, et la nécessité de renforcer la résilience économique et sociale de l'UE ainsi que sa préparation aux chocs futurs.

L'UE continue de faire front uni avec l'Ukraine, pour aussi longtemps qu'il le faudra. Elle a mobilisé au total 81 milliards d'EUR en sa faveur, sous forme d'aide militaire, humanitaire et financière, et a accueilli les personnes fuyant la guerre d'agression menée par la Russie. Depuis le début de la guerre, l'UE a adopté onze trains de sanctions, ciblant des secteurs essentiels pour le financement de la machine de guerre russe, en plus d'avoir gelé les avoirs d'environ 1 800 personnes et entreprises. L'UE est fermement résolue à faire en sorte que la Russie soit tenue responsable de ses crimes, notamment du crime d'agression contre un État souverain. Dans le but de soutenir le redressement et la reconstruction de l'Ukraine, l'UE contribue de manière substantielle au renforcement de la résilience du pays.

À la lumière des tensions géopolitiques croissantes et des mutations technologiques, l'Union s'est engagée dans une direction nouvelle visant à mieux protéger ses intérêts économiques, sécuritaires et stratégiques. En étroite collaboration avec le secteur privé, et en s'appuyant sur ses prouesses en matière de recherche, l'UE prend des mesures pour réduire les risques et remédier aux vulnérabilités de l'économie européenne dans un certain nombre de secteurs clés, en promouvant la résilience de son industrie, en se diversifiant et en nouant des partenariats avec des pays tiers².

Pour mettre en œuvre les priorités stratégiques de l'Europe et relever les défis futurs, des investissements supplémentaires considérables seront nécessaires. Si l'essentiel du financement devra provenir du secteur privé, l'investissement public a un rôle important à jouer. Le budget de l'UE a fait la preuve de sa valeur en relevant ces défis sans précédent grâce

¹ [20220311-versailles-declaration-fr.pdf \(europa.eu\)](#)

² JOIN(2023) 20 final.

à des redéploiements massifs et rapides. Toutefois, cette marge de flexibilité est épuisée. Bien que les besoins futurs en matière d'investissements publics et privés soient nettement plus importants, les ajustements ciblés proposés en juin 2023 constituent le minimum essentiel pour préserver la capacité du budget de l'UE à jouer son rôle dans un avenir proche.

Dix-huit mois après la déclaration de Versailles, le moment est venu de faire le point et d'envisager l'avenir. S'appuyant sur les conclusions du Conseil européen de mars 2023³, la présente communication résume ce qui a été accompli pour promouvoir et bâtir une économie plus résiliente, plus compétitive et plus durable, protéger les citoyens de l'Union et garantir leur bien-être. Elle constitue une contribution en vue du prochain débat que tiendront les dirigeants, à Grenade, qui sera consacré à l'approche tournée vers l'avenir visant à renforcer l'autonomie stratégique ouverte de l'UE et aux objectifs prioritaires pour l'UE au cours des années à venir.

2. Une approche concertée pour stimuler la résilience et la compétitivité durable de l'UE

L'UE a réagi aux multiples crises survenues depuis l'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Russie en prenant des mesures résolues, en temps utile et en front uni. Elle a mobilisé sa force collective et sa détermination comme jamais auparavant, repoussant les limites de ce dont on la considérait capable. Toutefois, d'importants défis subsistent.

2.1. Renforcer nos capacités de défense et bâtir une paix durable en Europe

Depuis le sommet de Versailles, l'UE a pris des mesures audacieuses pour continuer à développer sa dimension de défense et renforcer les capacités de défense européennes. Elle a ainsi pris des décisions fortes pour répondre aux besoins pressants dans le domaine de la défense nés de la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine. Avec la boussole stratégique en matière de sécurité et de défense⁴, l'UE a pris des mesures pour renforcer sa capacité en tant que garante de la sécurité, tout en veillant à la complémentarité avec l'OTAN. Des progrès ont été réalisés dans tous les axes de travail de la boussole - agir, assurer la sécurité, investir et travailler en partenariat. Dans ce cadre, la Commission et le haut représentant jouent un rôle important en menant des initiatives couvrant le matériel, les technologies, les infrastructures et le soutien industriel, ainsi que les défis surgissant rapidement sur terre, dans l'espace, en mer et dans le cyberspace.

L'UE a continué de nouer et de renforcer des partenariats clés en matière de sécurité. Plus précisément, le partenariat stratégique entre l'UE et l'OTAN a été considérablement renforcé, par la signature d'une troisième déclaration conjointe en janvier 2023. Les nouveaux domaines de coopération incluent les technologies émergentes et de rupture, le climat et la défense, ainsi que l'espace. L'UE et l'OTAN ont également lancé une task force UE-OTAN sur la résilience des infrastructures critiques, qui a formulé des recommandations en juin 2023⁵.

Des mesures importantes ont été prises en lien avec la fourniture d'aide militaire, les acquisitions conjointes dans le domaine de la défense et le soutien à la production de munitions grâce au budget de l'UE. L'ampleur et la nature du soutien sans faille que l'UE apporte à l'Ukraine sont inédites. Le soutien militaire, fourni tant par l'intermédiaire de la

³ EUCO 4/23.

⁴ SEAE (2022), Une boussole stratégique en matière de sécurité et de défense.

⁵ Task force UE-OTAN (2023), Rapport d'évaluation final.

facilité européenne pour la paix que directement par les États membres, s'élève maintenant à environ 25 milliards d'EUR. Inévitablement, les dons massifs et soutenus ont créé des lacunes critiques dans les stocks de défense des États membres. S'appuyant sur l'analyse des déficits d'investissement dans le domaine de la défense de mai 2022⁶, des initiatives en matière de législation et de coordination ont été prises pour promouvoir les acquisitions conjointes d'équipements militaires dont le besoin est urgent⁷. Le Conseil a convenu, en mars 2023, d'une approche à trois niveaux visant à accélérer la production, les acquisitions conjointes et la livraison de munitions d'artillerie et de missiles à l'Ukraine⁸. Pour accroître les capacités de production existantes, un nouvel instrument juridique, l'action de soutien à la production de munitions (ASAP), doté d'un budget de 500 millions d'EUR, est entré en vigueur en juillet 2023.

Les initiatives de l'UE dans le domaine de la défense restent cruciales pour renforcer la coopération en la matière entre les États membres. La poursuite de la mise en œuvre du Fonds européen de la défense (FEDef) stimule l'innovation et les approches coopératives dans l'industrie de la défense européenne. À ce jour, plus de 3 milliards d'EUR ont été investis dans les technologies et systèmes de défense de demain. En 2023, un montant supplémentaire de 1,2 milliard d'EUR provenant du FEDef sera injecté dans des projets portant sur des domaines critiques de la défense, tels que la connaissance de la situation spatiale, la lutte contre les missiles hypersoniques et le développement du prototype d'une corvette de patrouille européenne. Grâce au programme d'innovation européen dans le domaine de la défense, l'UE soutient également les petites et moyennes entreprises, y compris les jeunes pousses et d'autres acteurs non traditionnels, actives dans l'écosystème de l'industrie de la défense.

Toutefois, des efforts supplémentaires sont nécessaires pour renforcer la base technologique et industrielle de la défense européenne, notamment en augmentant les investissements. La proposition de la Commission pour le réexamen à mi-parcours du cadre financier pluriannuel prévoit une enveloppe supplémentaire de 1,5 milliard d'EUR en faveur du FEDef dans le cadre de la plateforme «Technologies stratégiques pour l'Europe» (STEP). Parallèlement, la Commission présentera une stratégie industrielle de défense européenne pour préparer le futur cadre de coopération dans le domaine de la défense, en s'appuyant sur l'expérience de l'EDIRPA et de l'ASAP et en recensant les leviers disponibles au niveau de la réglementation, de la programmation, de la coordination des politiques ou ailleurs pour accroître notre préparation à la défense.

Les efforts devront être poursuivis pour stimuler la mobilité militaire dans toute l'Union et lutter contre les cybermenaces et les menaces hybrides. Le nouveau plan d'action sur la mobilité militaire 2.0⁹ élargit la portée des actions dans ce domaine crucial. Une enveloppe de 790 millions d'EUR a été allouée aux projets d'infrastructures à double usage en 2023. En conséquence, nous aurons pleinement utilisé le budget de 1,69 milliard d'EUR prévu pour ces projets au titre du volet «Mobilité militaire» du mécanisme pour l'interconnexion en Europe¹⁰. La mobilité militaire dans toute l'UE devra continuer à faire l'objet d'une attention continue.

⁶ JOIN(2022) 24 final.

⁷ Task-force pour les acquisitions conjointes dans le domaine de la défense et instrument visant à renforcer l'industrie européenne de la défense au moyen d'acquisitions conjointes (EDIRPA), doté d'un budget de 300 millions d'EUR, qui devrait entrer en vigueur cette année.

⁸ Dans ce contexte, l'Agence européenne de défense a monté un projet pour l'acquisition collaborative de munitions.

⁹ JOIN(2022) 48 final.

¹⁰ PE/52/2021/INIT.

En parallèle, la proposition conjointe de politique de cyberdéfense de l'UE¹¹ vise à aider l'UE et les États membres à être mieux en mesure de protéger, détecter, dissuader et défendre face aux cyberattaques. L'UE a aussi récemment révisé sa boîte à outils cyberdiplomatique¹². Compte tenu du rôle crucial des sanctions de l'UE pour parvenir à une paix juste, la Commission contribue à la mise en œuvre uniforme et effective de celles-ci dans toute l'Union, par la fourniture d'orientations détaillées et un travail de sensibilisation, des échanges d'informations et un soutien sur mesure aux autorités chargées de faire appliquer la législation, ainsi qu'en assurant une coordination avec les pays tiers pour empêcher leur contournement.

La désinformation et les ingérences étrangères sont au cœur des menaces hybrides contre l'Union, en particulier alors que les Européens se rendront aux urnes en juin 2024. Des actions seront nécessaires à tous les niveaux pour réagir rapidement et concrètement aux manipulations de l'information, en plus de soutenir la liberté des médias et d'améliorer l'habileté numérique. La Commission et le haut représentant ont travaillé avec les États membres à l'élaboration de la boîte à outils pour lutter contre les menaces hybrides et de la boîte à outils pour lutter contre la manipulation de l'information et l'ingérence étrangères et ils se penchent actuellement sur les futures équipes d'intervention rapide de l'UE en cas de menaces hybrides¹³.

Des initiatives importantes ont été lancées concernant l'espace, dont le rôle est crucial non seulement pour nos sociétés et nos économies, mais aussi pour notre sécurité et notre défense. La stratégie spatiale de l'UE pour la sécurité et la défense¹⁴ de 2023 vise à améliorer la résilience des infrastructures et des capacités spatiales de l'UE, la réaction de cette dernière aux menaces spatiales et l'utilisation de l'espace pour la sécurité et la défense, tout en encourageant les partenariats promouvant un comportement responsable dans l'espace extra-atmosphérique. La mise en œuvre en cours du programme de l'Union pour une connectivité sécurisée¹⁵ 2023-2027 garantit un accès ininterrompu à long terme, dans le monde entier, à des services de télécommunications par satellite sécurisés d'un bon rapport coût-efficacité. En outre, l'approche de l'UE en matière de gestion du trafic spatial¹⁶ contribue à assurer la sécurité et la résilience des moyens spatiaux de l'UE et des États membres. Avant la fin de son mandat, la Commission présentera une proposition de législation spatiale de l'UE.

La guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine souligne également l'importance de l'élargissement de l'UE, montrant que le projet européen offre à de nombreuses personnes l'espoir d'une vie en paix et en liberté. En juin 2022, le Conseil européen a reconnu la perspective européenne de l'Ukraine, de la Moldavie et de la Géorgie. Le statut de candidat à l'adhésion a été octroyé à l'Ukraine, à la Moldavie et à la Bosnie-Herzégovine, et les négociations d'adhésion ont été lancées avec l'Albanie et la Macédoine du Nord. L'UE continue de fournir une aide à tous les pays candidats sur la voie d'une adhésion à part entière et elle évaluera les avancées réalisées à ce jour dans son paquet «élargissement»

¹¹ JOIN(2022) 49 final.

¹² 10289/23

¹³ Un rapport conjoint de la Commission et du centre d'excellence pour la lutte contre les menaces hybrides fournit pour la première fois un cadre global pour accroître la résilience face aux menaces hybrides: Hybrid Threats: A Comprehensive Resilience Ecosystem, EUR 31104 EN, Office des publications de l'Union européenne, Luxembourg, 2023, ISBN 978-92-76-53292-7. Parmi les autres axes de travail figurent des mesures pour prendre en compte le lien entre climat et sécurité [JOIN(2023) 19 final] et des actions dans le domaine de la sûreté maritime [JOIN(2023) 8 final].

¹⁴ JOIN(2023) 9 final.

¹⁵ PE/65/2022/REV/1.

¹⁶ JOIN(2022) 4 final.

annuel à venir. Elle a pris de nouvelles mesures pour faciliter l'accès de l'Ukraine au marché unique, sur la base du plan d'action prioritaire révisé pour une meilleure mise en œuvre de la zone de libre-échange approfondi et complet entre l'UE et l'Ukraine, notamment en intégrant l'Ukraine dans la zone d'itinérance sans frais supplémentaires de l'UE et dans la Convention relative à un régime de transit commun, et en fournissant des liens physiques vitaux avec les marchés mondiaux au moyen des corridors de solidarité. L'Ukraine a été rapidement intégrée dans les réseaux de transport d'Europe continentale et a été interconnectée avec le système électrique de celle-ci. Nous devons aussi faire en sorte que l'Union, notamment ses politiques et ses institutions, soit préparée à accueillir de nouveaux membres.

2.2. Augmenter la sécurité énergétique de l'Europe et affronter la crise climatique

Depuis le début de la guerre, l'UE a fortement affaibli l'emprise que la Russie avait sur notre économie et notre approvisionnement énergétique, en agissant avec détermination et en front uni¹⁷. Confrontés à l'utilisation, par la Russie, de l'énergie comme arme politique et économique, nous avons agi en tant qu'Union pour réduire notre dépendance aux combustibles fossiles russes et renforcer notre sécurité énergétique tout en continuant à faire face à la crise climatique. Les mesures d'urgence adoptées en 2022 ont permis de surmonter les difficultés en réduisant la demande et en agissant sur l'accessibilité en termes de coût et sur l'approvisionnement¹⁸. Nous sommes également intervenus pour accroître la résilience des infrastructures critiques et des entités critiques de l'UE, notamment celle des services cruciaux dans le secteur de l'énergie, comme la production d'électricité et le stockage d'énergie. Nous devons préserver la large reconnaissance du fait que la transition énergétique est vitale et urgente pour notre souveraineté et notre compétitivité, ainsi que pour répondre à l'urgence climatique.

L'UE a mobilisé sa puissance collective pour renforcer les liens avec les partenaires internationaux et diversifier son approvisionnement énergétique. Elle s'est appuyée sur les relations existantes et a noué de nouveaux liens avec des partenaires fiables du monde entier, ce qui lui a permis d'augmenter considérablement ses importations de gaz en provenance de ces partenaires et de s'affranchir de sa dépendance aux combustibles fossiles russes. Aujourd'hui, la Norvège est le principal fournisseur de l'UE pour le gaz, tandis que les États-Unis sont son principal fournisseur pour le gaz naturel liquéfié. Depuis 2022, l'UE a également conclu des accords avec d'autres pays, parmi lesquels l'Égypte, Israël, le Japon, le Kazakhstan, la Namibie, l'Argentine, l'Uruguay et l'Ukraine, renforçant ses partenariats énergétiques pour s'adapter à la nouvelle réalité géopolitique. Grâce à sa nouvelle plateforme énergétique, l'UE coordonne la demande de gaz sur les marchés mondiaux pour éviter que les États membres ne se livrent à une surenchère mutuelle. En usant de son poids politique et de sa puissance de marché, l'UE améliore la sécurité de l'approvisionnement pour les consommateurs et garantit un niveau élevé de concurrence pour l'approvisionnement. Parallèlement, et en particulier dans le cadre de la stratégie «Global Gateway», l'UE soutient les pays à faible revenu et les pays à revenu intermédiaire dans leur double transition et dans l'accès à l'énergie. Elle a également noué des partenariats pour une transition énergétique juste par l'intermédiaire du G7.

¹⁷ Le rapport sur l'état de l'union de l'énergie de 2023 détaillera plus précisément les mesures que l'UE a prises pour réagir à cette crise énergétique sans précédent et se penchera sur les défis qui subsistent.

¹⁸ Parmi ces mesures, on peut citer le règlement relatif à la réduction de la demande de gaz, le règlement visant à faire face aux prix élevés de l'énergie, le règlement sur la solidarité, le mécanisme de correction du marché et le règlement établissant un cadre en vue d'accélérer le déploiement des énergies renouvelables.

Dans le but d’atteindre la neutralité climatique d’ici à 2050, l’UE est déterminée à réduire sa dépendance aux combustibles fossiles et à accélérer massivement le déploiement des énergies renouvelables. Grâce au plan REPowerEU de la Commission¹⁹, l’UE a déjà diversifié une grande partie de son approvisionnement énergétique pour ne plus dépendre de la Russie: la part du gaz russe acheminé par gazoduc est ainsi tombée de 50 % du total des importations de gaz en 2021 à moins de 10 % à ce jour en 2023. Les importations de pétrole en provenance de Russie ont chuté, passant de 27 % du total des importations de pétrole à 6 %, tandis que les importations de charbon ont maintenant complètement cessé, alors que le charbon russe représentait encore 46 % du total des importations de charbon en 2021. Compte tenu des 210 milliards d’EUR d’investissements supplémentaires nécessaires entre 2022 et 2027 pour mettre en œuvre le plan REPowerEU, la Commission aide les États membres à tirer le meilleur parti de la facilité pour la reprise et la résilience (FRR)²⁰ existante. La Banque européenne d’investissement a complété le budget du plan REPowerEU en octroyant 45 milliards d’EUR supplémentaires sous la forme de prêts et d’apports de fonds propres, ce qui permettra de mobiliser 150 milliards d’EUR pour des investissements jusqu’en 2027. En 2022, les États membres ont mis en place un cadre temporaire pour accélérer les procédures de délivrance de permis pour les projets concernant les énergies renouvelables. La directive révisée sur les énergies renouvelables²¹ introduit des règles qui permettent aux États membres d’établir de manière permanente des règles plus simples et plus rapides pour délivrer les permis et qui visent à porter la part des énergies renouvelables dans la consommation énergétique globale de l’UE à 42,5 % d’ici à 2030, ce qui offrira une sécurité juridique à l’industrie sur la voie du zéro émission nette.

L’UE a pris des mesures coordonnées pour améliorer la préparation à l’hiver et protéger les consommateurs contre les prix élevés de l’énergie, mais le risque d’augmentation des prix demeure. Grâce à l’accord rapide sur le règlement relatif au stockage du gaz²², les États membres ont atteint un niveau de remplissage des installations de stockage de gaz supérieur à 95 % avant l’hiver 2022/2023, dépassant ainsi l’objectif convenu, qui était de 80 %. Alors que l’hiver suivant se profile en Europe, les installations de stockage de gaz étaient déjà remplies à plus de 90 % plus de deux mois avant l’échéance de novembre et les négociants européens ont commencé à stocker du gaz en Ukraine, renforçant encore notre préparation. En un an à compter d’août 2022, les États membres ont réduit la demande de gaz de 17 %, allant ainsi au-delà des exigences du règlement relatif à la réduction de la demande. Dans un contexte de prix élevés de l’énergie, la Commission a pris des mesures afin de permettre aux États membres d’utiliser la flexibilité prévue par les règles en matière d’aides d’État pour soutenir l’industrie européenne de manière ciblée et temporaire, ainsi que d’intervenir temporairement dans la réglementation des prix de détail, dans le cadre des mesures visées à l’article 122 du TFUE, et de redistribuer les bénéfices exceptionnels des entreprises du secteur de l’énergie. Le mécanisme de correction du marché adopté en tant que mesure d’urgence vise à protéger les entreprises et les consommateurs contre les éventuels épisodes de prix excessifs du gaz. À mesure que les tensions sur les prix se sont atténuées, l’accent s’est déplacé sur la suppression progressive des mesures budgétaires nationales instaurées pour protéger les ménages et les

¹⁹ COM(2022) 230 final.

²⁰ Au moment de la publication, 21 États membres avaient formellement présenté leur chapitre REPowerEU à la Commission et quatre de ces chapitres avaient déjà été adoptés.

²¹ PE/48/2018/REV/1.

²² PE/24/2022/INIT.

entreprises du choc sur les prix de l'énergie²³. En 2023 et au-delà, tous les acteurs devraient surveiller les marchés de l'énergie et, en s'appuyant sur l'expérience acquise, sur les outils mis en place et sur les orientations élaborées par l'UE, rester prêts à redoubler d'efforts pour garantir l'approvisionnement énergétique et protéger les plus vulnérables au sein de notre société si nécessaire. Dans ce contexte, la réduction de la demande structurelle pour toutes les sources d'énergie grâce à l'efficacité énergétique restera un objectif pour l'UE²⁴. Alors que nous nous dirigeons, bien mieux préparés, vers une nouvelle saison hivernale, il est trop tôt pour relâcher notre vigilance, en particulier compte tenu du taux d'inflation global encore plus élevé que prévu.

Il convient de s'attaquer en priorité aux goulets d'étranglement qui subsistent. La réforme de l'organisation du marché de l'électricité facilitera encore l'intégration des énergies renouvelables et garantira l'accès à une électricité renouvelable et non fossile abordable. Les colégislateurs devraient conclure les négociations interinstitutionnelles dès que possible. L'UE doit améliorer les interconnexions énergétiques au sein du marché unique et moderniser ses réseaux. À cet effet, la Commission envisage actuellement une série de mesures destinées à aider les États membres à étendre et à moderniser les réseaux, en les adaptant à la part croissante que représentent les énergies renouvelables dans le bouquet électrique. Les États membres devraient mettre en œuvre rapidement les règles simplifiées de délivrance de permis afin d'accélérer le déploiement des réseaux. La diversification visant à s'affranchir du combustible nucléaire russe produit ses premiers résultats.

L'UE continue de soutenir la compétitivité à long terme de son secteur des énergies renouvelables dans le contexte de la course mondiale au zéro émission nette. Dans le cadre du paquet «Ajustement à l'objectif 55», le Fonds pour l'innovation a été renforcé afin de soutenir la production innovante d'énergie renouvelable parallèlement à d'autres technologies et procédés à faible intensité de carbone. La Banque de l'hydrogène est en cours de finalisation et la Commission lancera la première enchère pilote pour la production européenne d'hydrogène renouvelable en novembre. Une nouvelle étape sera franchie dans nos efforts de lutte contre la crise climatique mondiale avec le lancement du premier mécanisme mondial d'ajustement carbone aux frontières.

2.3. Construire une base économique plus solide et plus durable

L'UE a continué de construire une base économique plus compétitive, plus circulaire et plus résiliente, adaptée aux transitions écologique et numérique équitables, mais tirant également parti des possibilités qu'offrent des échanges et des investissements ouverts et restant socialement inclusive. Dans ce contexte, le marché unique doit encore être approfondi et il doit continuer de s'adapter à l'évolution de son environnement et stimuler la compétitivité et la productivité durables de l'UE à long terme, tout en préservant la cohésion et l'égalité des conditions de concurrence. Dans sa communication intitulée «Le marché unique a 30 ans»²⁵, la Commission a réitéré sa volonté d'achever le marché unique en coopération avec tous les niveaux de gouvernance et toutes les parties prenantes, en se concentrant spécifiquement sur l'application de ses règles existantes et sur l'élimination des obstacles qui, au niveau des États

²³ Communication de la Commission au Conseil intitulée «Orientations en matière de politique budgétaire pour 2024», COM(2023) 141 final.

²⁴ Voir l'accord ambitieux sur la refonte de la directive relative à l'efficacité énergétique et la prochaine refonte de la directive sur la performance énergétique des bâtiments.

²⁵ COM(2023) 162 final.

membres, sont susceptibles d'entraver les investissements, en particulier dans les services. À cet effet, un rapport de haut niveau sur l'avenir du marché unique est en cours d'élaboration par Enrico Letta, ancien chef du gouvernement italien, en collaboration avec les présidences du Conseil et la Commission, et doit être présenté au Conseil européen en mars 2024. Dans le même temps, le programme pour le marché unique et les alliances industrielles²⁶ contribuent à établir des liens plus forts et plus diversifiés entre les acteurs concernés des chaînes de valeur à l'intérieur et à l'extérieur de l'UE. Si des situations d'urgence se présentent dans le futur, l'instrument du marché unique pour les situations d'urgence²⁷ contribuera à préserver la libre circulation des marchandises, des services et des personnes ainsi que la disponibilité des biens et services essentiels, dans l'intérêt des citoyens et des entreprises de toute l'UE.

Dans le prolongement de la stratégie en faveur de la compétitivité à long terme²⁸, la Commission prend de nouvelles mesures pour renforcer les moteurs de la compétitivité de l'UE. Elle s'appuiera sur des exemples de réussite, tels qu'Horizon Europe, pour stimuler l'innovation en Europe. Elle rendra compte chaque année de l'évolution des indicateurs de performance clés définis dans cette stratégie, comme l'investissement de 3 % du PIB dans la recherche et le développement, et a demandé à Mario Draghi, ancien chef du gouvernement italien et président de la BCE, d'élaborer un rapport sur l'avenir de la compétitivité européenne. Au cours des prochains mois, la Commission présentera de nouvelles propositions visant à rationaliser et à réduire les obligations de déclaration incombant aux entreprises et aux administrations dans les domaines thématiques de l'écologie, du numérique et de l'économie, dans le but ultime de réduire de 25 % les charges liées aux rapports concernés, sans compromettre les objectifs stratégiques correspondants. Le train de mesures de soutien aux PME adopté récemment, qui met l'accent sur l'amélioration de l'environnement des entreprises en ce qui concerne les paiements, le respect des obligations fiscales et la charge réglementaire, facilitera la création et l'expansion de leurs activités par les PME. Parallèlement à ce train de mesures, la Commission a également adopté une proposition intitulée «Entreprises en Europe: cadre pour l'imposition des revenus» afin de simplifier les règles fiscales et de réduire les coûts de mise en conformité fiscale pour les groupes d'entreprises dans l'UE. Elle a également proposé d'importantes réformes de l'union douanière de l'UE afin de lutter contre la concurrence déloyale et de garantir le respect de normes élevées en matière de santé, de sécurité et d'environnement.

La guerre a exacerbé les risques préexistants pour notre sécurité économique. La stratégie européenne en matière de sécurité économique²⁹ a pour objectif de réduire autant que possible les risques pour la résilience des chaînes d'approvisionnement et les infrastructures critiques, ainsi que les risques liés à la sécurité technologique et aux fuites de technologies et les risques d'instrumentalisation des dépendances économiques dans un contexte de tensions géopolitiques accrues et d'accélération des mutations technologiques. Elle vise essentiellement à réduire les risques, tout en veillant à ce que l'UE continue de profiter des avantages de l'ouverture économique, en travaillant de concert avec des partenaires du monde entier.

L'UE continue de mener une politique commerciale ambitieuse et solide tout en s'adaptant à l'instabilité et à la fragmentation géopolitiques accrues et à l'urgence

²⁶ https://single-market-economy.ec.europa.eu/industry/strategy/industrial-alliances_en

²⁷ COM(2022) 459 final.

²⁸ COM(2023) 168 final.

²⁹ JOIN(2023) 20 final.

climatique. Elle cherche à stabiliser le commerce international en soutenant le système fondé sur des règles et en jouant un rôle de premier plan dans les efforts de réforme de l'OMC. Elle accroît sa résilience et se crée de nouvelles possibilités en élargissant son réseau d'accords commerciaux³⁰ et en approfondissant ses partenariats au moyen de formes souples de coopération avec les pays tiers, comme les conseils du commerce et des technologies avec l'Inde et les États-Unis, ainsi qu'en établissant le club des matières premières critiques. L'Union a mis en place et continue de développer les outils nécessaires pour mieux faire face aux risques et à la fragmentation géopolitiques et pour mieux recenser, évaluer et atténuer les risques potentiels pour la sécurité ou l'ordre public, tout en veillant à rester ouverte aux investissements étrangers. Parmi ces outils figurent notamment l'instrument anticoercitif³¹, le règlement sur le contrôle des exportations de biens à double usage³², le règlement sur les investissements directs étrangers³³, dont le réexamen est prévu prochainement, et l'initiative à venir sur les investissements sortants.

Afin de préserver et de promouvoir le modèle social unique de l'UE dans le contexte de la double transition et de la situation géopolitique qui engendre de graves perturbations, la Commission a continué de mettre en œuvre le plan d'action sur le socle européen des droits sociaux. Si l'on veut atteindre les objectifs fixés pour 2030 en matière d'emploi, de compétences et de pauvreté et maintenir la compétitivité de l'UE, il convient de déployer des efforts supplémentaires pour résoudre le problème de plus en plus pressant que constituent les pénuries de main-d'œuvre et de compétences, tout en veillant à ce que la double transition soit équitable et ne laisse personne de côté. S'appuyant sur la stratégie européenne en matière de compétences, le plan industriel du pacte vert et la proposition de règlement pour une industrie «zéro net» favorisent une approche donnant la priorité aux compétences. De nouvelles actions ont été lancées pour stimuler la reconversion et le perfectionnement professionnels, telles que de nouveaux partenariats en matière de compétences pour les énergies renouvelables terrestres, les pompes à chaleur et les industries à forte intensité énergétique. L'Année européenne des compétences³⁴ donne une impulsion supplémentaire à ces efforts. La Commission présentera dans les prochaines semaines une boîte à outils de la démographie destinée à évaluer comment l'UE peut conserver son avantage concurrentiel. Il est également nécessaire de faire de l'Europe une destination plus attrayante pour les talents des pays tiers: pour ce faire, il convient à la fois de prendre des mesures proactives pour aider à mettre les employeurs et les travailleurs en relation et d'adopter une approche de partenariat avec des pays clés, comme le prévoit le nouveau pacte sur la migration et l'asile. Afin de relever les défis du marché du travail découlant des pénuries de main-d'œuvre et de compétences ou des incidences de l'intelligence artificielle, la Commission et la présidence belge prévoient d'organiser un nouveau sommet des partenaires sociaux à Val Duchesse au cours du premier semestre de 2024.

L'UE a agi avec détermination pour s'attaquer aux risques économiques et aux dépendances stratégiques en prenant des mesures afin de réduire les risques dans des domaines clés, dont les suivants:

³⁰ En menant notamment à leur terme les négociations avec le Chili, la Nouvelle-Zélande et le Kenya, et en faisant progresser les négociations avec l'Australie, le Mexique et le Mercosur, ainsi qu'avec l'Inde et l'Indonésie.

³¹ COM(2021) 775 final.

³² PE/54/2020/REV/2.

³³ PE/72/2018/REV/1.

³⁴ COM(2022) 526 final.

a) Matières premières critiques

Les matières premières critiques sont indispensables pour un large éventail de secteurs stratégiques, notamment l'industrie à zéro émission nette, l'industrie numérique, la santé, l'aérospatial et la défense. Avec la proposition de règlement et la communication sur les matières premières critiques³⁵, l'UE disposera d'un ensemble complet d'actions afin d'améliorer son accès à un approvisionnement sûr, diversifié, abordable et durable en matières premières critiques. Dans ce domaine, les pouvoirs publics travailleront en étroite collaboration avec l'industrie, par exemple dans le cadre d'un partenariat à grande échelle pour les compétences relatives aux matières premières critiques et en améliorant les capacités de récupération et de recyclage afin de limiter la dépendance à l'égard des importations. La plateforme STEP contribuera aussi au financement des matières premières critiques nécessaires au développement et à la production de technologies critiques dans l'Union. En outre, l'UE renforce actuellement sa coopération avec des partenaires fiables à l'échelle mondiale, en tentant d'établir des partenariats mutuellement bénéfiques avec des pays riches en ressources et des économies en développement, notamment en créant un club des matières premières critiques dans le but de renforcer les chaînes d'approvisionnement mondiales.

b) Semi-conducteurs

Des actions ambitieuses et rapides concernant les semi-conducteurs contribueront également à renforcer l'avance technologique de l'UE et à développer davantage sa capacité de production intérieure. Dans le cadre du règlement de l'UE sur les semi-conducteurs³⁶, les investissements axés sur les actions à mener, réalisés au niveau de l'UE et au niveau national, renforceront les capacités de recherche, de développement et de production de semi-conducteurs dans toute l'Europe, stimulant ainsi les investissements privés à long terme. La Commission a déjà autorisé des aides d'État d'un montant de près de 3,2 milliards d'EUR en faveur de deux projets en Italie et en France, ce qui a permis de mobiliser des investissements de plus de 8 milliards d'EUR. Le projet important d'intérêt européen commun dans le domaine de la microélectronique et des technologies de la communication, approuvé par la Commission en juin 2023, est assorti d'un soutien public de 8,1 milliards d'EUR provenant des États membres, ce qui devrait permettre de débloquer 13,7 milliards d'EUR supplémentaires sous la forme d'investissements privés. Depuis que la Commission a présenté sa proposition de règlement sur les semi-conducteurs en février 2022, plusieurs entreprises ont annoncé des investissements dans des installations de production liées aux semi-conducteurs pour un montant total d'environ 100 milliards d'EUR. Cela contribuera à garantir la souveraineté numérique de l'Europe et à rééquilibrer les chaînes d'approvisionnement mondiales. L'UE collabore également avec des pays partageant les mêmes valeurs en ce qui concerne les semi-conducteurs.

c) Technologies à zéro émission nette

Pour développer la production de technologies propres dans l'UE, la Commission a proposé le règlement pour une industrie «zéro net»³⁷ à la suite du plan industriel du pacte vert³⁸. Le but est de mettre en place de meilleures conditions en vue d'accélérer l'établissement

³⁵ COM(2023) 160 final et COM(2023) 165 final.

³⁶ COM(2022) 46 final.

³⁷ COM(2023) 161 final.

³⁸ COM(2023) 62 final.

de projets industriels à zéro émission nette en Europe et d'attirer des investissements. Le règlement a pour ambition de renforcer la capacité de production de technologies stratégiques à zéro émission nette de l'Union afin qu'elle puisse satisfaire au moins 40 % de ses besoins de déploiement d'ici à 2030. Il régit des questions telles que l'autorisation, la conception des enchères et les marchés publics, l'innovation et les compétences, et concerne notamment des technologies qui contribueront de manière significative à la décarbonation. En complément de la stratégie pour l'énergie solaire de 2022, le train de mesures européennes sur l'énergie éolienne annoncé accompagnera et anticipera la mise en œuvre du règlement pour une industrie «zéro net» en soutenant les entreprises du secteur, notamment par l'accélération des autorisations, l'amélioration des systèmes d'enchères dans l'ensemble de l'UE, les compétences, l'accès au financement et la stabilité des chaînes d'approvisionnement. De manière plus générale, la Commission a présenté une série d'initiatives visant à faire progresser l'utilisation rationnelle des ressources et l'économie circulaire dans les chaînes de valeur clés, y compris celles des batteries et des véhicules. Elle suit de près les effets existants et les possibles effets futurs des programmes d'aide appliqués par d'autres pays sur les marchés européens et la compétitivité. Elle agit rapidement pour lutter contre d'éventuelles discriminations. Comme l'a demandé le Conseil européen, la Commission rendra compte, dans les prochaines semaines, des incidences de la loi américaine relative à la réduction de l'inflation sur les investissements en Europe et de l'efficacité des mesures prises en réaction à cette loi.

d) Santé

Tirant les leçons de la pandémie, l'UE s'attelle actuellement à renforcer la sécurité de l'approvisionnement en médicaments et à faire en sorte que les patients puissent en disposer quel que soit leur lieu de résidence dans l'UE. La réforme de la législation pharmaceutique de l'UE³⁹ proposée récemment vise à faciliter l'accès aux médicaments et leur disponibilité et à stimuler la capacité d'innovation de l'Europe ainsi que la production européenne durable de produits médicaux abordables. La recherche et le développement dans les secteurs de la santé et des produits pharmaceutiques ainsi que des contre-mesures médicales bénéficient d'un soutien financier de l'UE, en particulier dans le cadre d'Horizon Europe, mais aussi au titre des fonds de la politique de cohésion, de la FRR et du programme «L'UE pour la santé». L'Autorité de préparation et de réaction en cas d'urgence sanitaire (HERA) de la Commission a pris des mesures spécifiques pour soutenir l'élaboration et la disponibilité des contre-mesures médicales nécessaires pour faire face à des pandémies et à d'autres crises sanitaires émergentes, près de 2 milliards d'EUR y ayant été affectés. L'UE a également renforcé sa coopération avec ses partenaires du monde entier afin de favoriser la prévention des pandémies et la préparation à celles-ci, et de soutenir la résilience des systèmes de santé au niveau mondial.

La plateforme STEP apportera, en collaboration avec l'initiative de l'UE sur les biotechnologies et la bioproduction prévue pour 2024, un soutien supplémentaire à la production de biotechnologies, pour la santé et l'économie dans son ensemble. Enfin, en octobre 2023, la Commission présentera d'autres initiatives visant à contribuer à garantir la disponibilité des médicaments à tout moment et à prévenir les pénuries critiques.

e) Transformation numérique

³⁹ COM(2023) 190 final.

L'UE a progressé de manière significative dans la mise en place d'une économie numérique promouvant les droits et les principes d'une ère numérique centrée sur l'humain et la dimension numérique du marché unique. Avec le programme d'action pour la décennie numérique à l'horizon 2030⁴⁰, l'Europe dispose d'un cadre solide pour sa transformation numérique. Elle a pris des mesures décisives pour renforcer son cadre normatif. L'adoption rapide du règlement sur les données⁴¹, du règlement sur les marchés numériques⁴² et du règlement sur les services numériques⁴³ a permis à la Commission de fixer des normes en vue d'un espace numérique plus sûr et plus ouvert pour les utilisateurs et de conditions de concurrence équitables pour les entreprises opérant dans le marché unique. Une fois adoptée, la législation sur l'intelligence artificielle (IA)⁴⁴ constituerait, au niveau mondial, le premier cadre juridique complet en matière d'IA qui établirait des garde-fous fondés sur les risques et propices à l'innovation et un système de gouvernance destiné à promouvoir une IA digne de confiance. L'UE est déterminée à poursuivre et à intensifier sa coopération active dans diverses enceintes internationales, notamment dans le cadre du processus d'Hiroshima du G7, et, au niveau bilatéral, à promouvoir la mise au point et l'adoption d'une IA digne de confiance à l'échelle mondiale.

Pour renforcer son leadership numérique, l'UE doit accroître ses investissements dans les technologies numériques clés. La Commission estime que des investissements publics et privés importants sont nécessaires pour atteindre les objectifs dans ce domaine. En particulier, des investissements sont requis en ce qui concerne l'intelligence artificielle (IA), les technologies quantiques, l'informatique en nuage et la 5G, ainsi que pour encourager l'UE à jouer un rôle de premier plan dans l'élaboration de normes pour la 6G et au-delà. Par exemple, dans le cadre du plan coordonné dans le domaine de l'intelligence artificielle, l'objectif est d'augmenter progressivement les investissements publics et privés dans l'IA pour atteindre un total de 20 milliards d'EUR par an jusqu'en 2030 (contre un montant estimé entre 12,7 milliards d'EUR et 16 milliards d'EUR en 2020)⁴⁵. En outre, en raison du déficit d'investissement en matière de gigabit et de connectivité 5G, au moins 174 milliards d'EUR de financements privés et publics cumulés seront requis jusqu'en 2030⁴⁶. Comme le souligne la Commission dans son premier rapport sur l'état d'avancement de la décennie numérique, l'UE doit continuer à développer des technologies numériques plus souveraines, en favorisant le développement et l'expansion d'écosystèmes de jeunes entreprises innovantes dans des domaines clés⁴⁷. L'UE adopte également une approche plus stratégique en matière de géopolitique de la technologie grâce à sa diplomatie numérique et à des partenariats avec des partenaires partageant les mêmes valeurs, notamment par l'intermédiaire de ses partenariats numériques et des conseils du commerce et des technologies⁴⁸. Les règles en matière de commerce numérique, y compris en ce qui concerne les flux de données, stimuleront la croissance économique en conciliant

⁴⁰ PE/50/2022/REV/1.

⁴¹ COM(2022) 68 final.

⁴² PE/17/2022/REV/1.

⁴³ PE/30/2022/REV/1.

⁴⁴ COM(2021) 206 final.

⁴⁵ Tatjana Evas, Maikki Sipinen, Martin Ulbrich, Alessandro Dalla Benetta, Maciej Sobolewski et Daniel Nepelski, AI Watch: Estimating AI investments in the European Union (Estimation des investissements dans l'IA dans l'Union européenne), Office des publications de l'Union européenne, Luxembourg, 2022.

⁴⁶ Commission européenne (2023), Investment and funding needs for the Digital Decade connectivity targets (Besoins d'investissement et de financement pour les objectifs de connectivité de la décennie numérique).

⁴⁷ COM(2023) 570.

⁴⁸ Parmi les premiers résultats du CCT UE-États-Unis figure la feuille de route commune pour une IA digne de confiance et pour la gestion des risques.

ouverture et protection de nos valeurs et de la réglementation, et projettent l'approche de l'UE à l'échelle internationale pour façonner les règles mondiales.

f) Denrées alimentaires

L'UE a pris de nouvelles mesures pour garantir la sécurité, la durabilité et la résilience alimentaires à l'échelle mondiale, tant à court qu'à moyen terme. Venant s'ajouter à la pression accrue exercée sur la productivité de l'agriculture et les ressources halieutiques en raison de la détérioration de l'environnement et du changement climatique, les conséquences de la guerre ont entraîné une hausse des coûts de production des denrées alimentaires et déstabilisé les marchés agricoles. En réaction, la Commission a présenté un ensemble de mesures⁴⁹ de soutien financier et de mesures de crise visant à soutenir les agriculteurs de l'UE et à améliorer la résilience des systèmes alimentaires de l'UE, notamment par l'activation du mécanisme européen de préparation et de réaction aux crises de sécurité alimentaire⁵⁰. La nature et les solutions fondées sur la nature seront essentielles pour lutter contre le changement climatique ainsi que pour garantir la durabilité et la résilience à long terme du secteur agricole. La stratégie «De la ferme à la table» et les différentes initiatives qui en découlent visent à accélérer la transition vers un système alimentaire durable, une condition préalable pour garantir la sécurité alimentaire et la résilience futures. Par exemple, la proposition de règlement concernant les végétaux obtenus au moyen de certaines nouvelles techniques génomiques⁵¹ contribuera à la disponibilité de variétés végétales adaptées à l'évolution des conditions climatiques et permettant de garantir des rendements stables, tandis que la proposition de législation relative à la surveillance des sols incitera les agriculteurs à améliorer la qualité des sols et des denrées alimentaires produites sur ceux-ci. La Commission lancera également un dialogue stratégique sur l'avenir de l'agriculture de l'UE.

La Commission n'a ménagé aucun effort pour faciliter les exportations agricoles de l'Ukraine, contribuant ainsi à la sécurité alimentaire mondiale. Entre mai 2022 et août 2023, les corridors de solidarité UE-Ukraine ont aidé l'Ukraine à exporter plus de 53 millions de tonnes de produits agricoles et près de 42 millions de tonnes de produits non agricoles, tout en permettant l'importation de marchandises dont le pays a besoin. Après le retrait unilatéral de la Russie de l'initiative céréalière de la mer Noire, les corridors de solidarité restent primordiaux pour les exportations agricoles de l'Ukraine. En outre, par l'intermédiaire de la réponse Équipe Europe à l'insécurité alimentaire au niveau mondial, l'UE investit dans la solidarité, la production et le commerce durables tout en collaborant dans les enceintes multilatérales⁵².

g) Technologies critiques

Dans le cadre de la stratégie européenne en matière de sécurité économique, une liste des technologies pouvant avoir des applications à double usage et qui sont essentielles pour la sécurité économique est en cours d'établissement. Les risques liés à la sécurité et à la fuite de ces technologies seront évalués en vue de concevoir des mesures d'atténuation appropriées. Sur la base d'initiatives telles que STEP, l'établissement de la liste et les évaluations communes des risques constituent les prochaines étapes de la nouvelle approche de la sécurité économique

⁴⁹ COM(2022) 133 final.

⁵⁰ COM(2021) 689 final.

⁵¹ COM(2023) 411 final.

⁵² L'Équipe Europe consacre 18 milliards d'EUR à la sécurité alimentaire jusqu'en 2024.

de l'UE visant à promouvoir notre compétitivité, à se protéger contre les risques pesant sur la sécurité économique et à s'associer avec des pays partageant nos préoccupations et nos intérêts. Par ailleurs, la Commission a mis en place un observatoire européen des technologies critiques afin de fournir un suivi et une analyse réguliers des technologies critiques à double usage, de leurs applications potentielles, des chaînes de valeur qui s'y rapportent et des lacunes et dépendances existantes pour la défense, l'industrie spatiale et les industries civiles connexes.

2.4. Favoriser les investissements publics et privés

L'UE facilite les investissements dans des domaines clés afin de remédier aux dysfonctionnements du marché, de mobiliser des investissements privés et de stimuler l'innovation à mesure que s'accélère la course mondiale au zéro émission nette. La facilité pour la reprise et la résilience a donné un coup d'accélérateur indispensable à la reprise et contribue à mettre l'UE sur la voie d'une croissance durable en encourageant des réformes et des investissements ambitieux. Outre le soutien financier non remboursable de 338 milliards d'EUR fourni au titre de l'instrument, les États membres avaient demandé plus de 292 milliards d'EUR de prêts au 31 août 2023⁵³. Les programmes relevant de la politique de cohésion contribuent aux priorités stratégiques; 92 milliards d'EUR sont ainsi consacrés aux objectifs de la transition écologique. Dans le cadre du programme Horizon Europe, 20,2 milliards d'EUR seront consacrés à la recherche et au développement de technologies propres, 11,5 milliards d'EUR aux biotechnologies et aux médicaments, et 19,3 milliards d'EUR aux technologies numériques. En outre, InvestEU contribue à mobiliser des investissements privés en faveur des grandes priorités politiques de l'UE, telles que la double transition écologique et numérique, l'innovation, les investissements sociaux et les compétences, ainsi que le soutien aux PME. En raison de la forte participation à InvestEU⁵⁴ et du fait que la demande dépasse l'offre, un renforcement budgétaire est nécessaire pour continuer à fournir un soutien dans les années à venir, comme proposé dans le cadre de STEP. L'encadrement temporaire de crise et de transition pour les aides d'État permet aux États membres de soutenir l'économie en fournissant un soutien essentiel et les investissements nécessaires pour résister à la crise et se remettre de celle-ci, abandonner les combustibles fossiles et développer une économie à zéro émission nette. Jusqu'au 20 septembre 2023, la Commission a autorisé une aide d'environ 743 milliards d'EUR au titre de l'encadrement temporaire de crise et de l'encadrement temporaire de crise et de transition. Ces efforts de l'UE sont complétés par le soutien à l'investissement fourni aux partenaires de l'UE dans le cadre de l'initiative «Global Gateway», ainsi que par des travaux conjoints avec les partenaires du G7 dans le cadre du partenariat pour les infrastructures et les investissements mondiaux.

Le budget à long terme de l'UE pour la période 2021-2027 s'est révélé être un instrument flexible dans un contexte de crises multiples. Il a été nécessaire de recourir dans une très grande mesure aux redéploiements et à la reprogrammation, en plus des flexibilités budgétaires existantes, pour faire face aux défis imprévus. Les modifications rapides apportées aux règlements relatifs à la politique de cohésion (CARE, FAST-CARE, SAFE) ont permis aux États membres de mobiliser des investissements dans les secteurs du logement, des soins de santé, des services de traduction ou de la formation pour les personnes déplacées à la suite de

⁵³ À ce jour, 20 États membres ont présenté des demandes de paiement, pour un montant total de 188,22 milliards d'EUR.

⁵⁴ Le déploiement est en bonne voie, 87 % (soit 22,75 milliards d'EUR) de la garantie initiale ayant déjà fait l'objet de contrats avec les partenaires chargés de la mise en œuvre, ce qui a permis de mobiliser jusqu'à présent plus de 320 milliards d'EUR d'investissements supplémentaires.

la guerre d'agression menée par la Russie et de faire face aux conséquences de cette dernière sur les personnes et les entreprises vulnérables au sein de l'UE. Parmi les exemples de redéploiements utilisés pour relever les défis émergents, on peut citer également REPowerEU, le programme pour une connectivité sécurisée et le règlement sur les semi-conducteurs.

Étant donné qu'avec l'action globale et rapide décrite ci-dessus, nous avons atteint les limites de ce qui peut être réalisé avec le CFP actuel, la Commission a proposé une révision ciblée à mi-parcours limitée au minimum vital pour les priorités immédiates de l'UE en matière de politique et d'investissement. Parmi les principaux domaines à renforcer dans le cadre du réexamen figurent le soutien à long terme à l'Ukraine, la migration et le renforcement des partenariats, ainsi que la promotion de la compétitivité à long terme de l'UE⁵⁵. La Commission a proposé l'initiative STEP⁵⁶, qui permettrait de renforcer les instruments existants de l'UE (tels qu'InvestEU, le Fonds pour l'innovation, le Conseil européen de l'innovation et le Fonds européen de la défense) et d'en mobiliser d'autres (tels que les fonds de cohésion) afin de financer des investissements dans les très hautes technologies et dans les technologies numériques, les technologies propres et les biotechnologies dans l'UE, ainsi que dans les personnes capables de les développer et de les déployer. Cette initiative constitue une première étape pour répondre au besoin accru d'investissements publics de l'UE dans ces technologies critiques, afin de mobiliser des investissements privés beaucoup plus importants. La fréquence accrue des phénomènes météorologiques extrêmes, tels que les incendies, les sécheresses et les inondations qui ont ravagé l'Europe au cours de l'été, met aussi en évidence la nécessité de renforcer les outils de prévention, de préparation, de réaction et de solidarité de l'UE, notamment le Fonds de solidarité de l'Union européenne.

La conclusion rapide d'un accord sur la réforme du cadre de gouvernance économique est une priorité absolue en cette période critique pour l'économie de l'UE, dans un contexte de hausse des taux d'intérêt, d'augmentation des risques budgétaires liés au climat, de guerre en cours en Ukraine, menée par la Russie, et d'instabilité géopolitique. Par conséquent, il est essentiel que les ratios d'endettement soient ramenés sur une trajectoire décroissante durable au moyen de plans budgétaires structurels réalisables et crédibles, associant un assainissement progressif ainsi que des réformes et des investissements favorables à la croissance. De fait, les transitions écologique et numérique nécessiteront une augmentation considérable et soutenue des investissements. Alors que le secteur privé assumera la majeure partie des investissements, les investissements publics ont un rôle crucial à jouer pour réduire les risques qui pèsent sur les entreprises innovantes et corriger les défaillances du marché. Les propositions de la Commission pour une réforme du cadre de gouvernance économique de l'UE visent à renforcer la soutenabilité de la dette publique tout en promouvant une croissance durable et inclusive dans tous les États membres, conformément aux priorités communes. Compte tenu de l'expiration de la clause dérogatoire générale à la fin de cette année, il est essentiel de parvenir rapidement à un accord sur la réforme proposée afin de répondre de manière adéquate aux défis à venir et de garantir la clarté et la prévisibilité pour la poursuite de la politique budgétaire.

⁵⁵ COM(2023) 336 final.

⁵⁶ COM(2023) 335 final.

Étant donné que la majeure partie du financement des grandes priorités de l'UE devra provenir du secteur privé, il est primordial de créer un environnement économique propice aux investissements. L'environnement réglementaire de l'UE doit également contribuer à accroître et à canaliser efficacement les financements privés vers des activités économiques qui contribuent à la décarbonation, à la numérisation et au renforcement de la résilience de nos économies. L'approfondissement et l'intégration des marchés des capitaux, la réalisation de progrès dans l'achèvement de l'union bancaire et la mise en place d'un cadre efficace pour la finance durable constituent des conditions préalables essentielles pour mobiliser les fonds nécessaires à la double transition. Dans le prolongement du plan d'action de 2020 pour la mise en place d'une union des marchés des capitaux, la Commission a présenté toutes les propositions législatives prévues. L'adoption rapide par les colégislateurs de la loi sur la cotation, encore en suspens, et des propositions visant à harmoniser certains aspects du droit de l'insolvabilité des entreprises, à faciliter les procédures de retenue à la source au niveau transfrontière et à améliorer l'efficacité et la résilience des marchés de la compensation de l'Union contribuerait à améliorer l'accès au financement, à diversifier les sources de financement pour les entreprises, à s'attaquer aux obstacles structurels dans les services financiers transfrontières et à faire face aux risques pesant sur la stabilité financière de l'UE. Tout en développant le cadre pour la finance durable, la Commission a continué de répondre aux besoins des utilisateurs et a adopté une série de mesures et d'initiatives destinées à réduire la complexité, à améliorer la facilité d'utilisation des règles et à aider les parties prenantes à les appliquer. Elle a aussi pris des mesures pour simplifier les obligations de déclaration en vue de réduire la charge administrative pesant sur les entreprises.

3. Conclusion

La guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine a mis en évidence des dépendances et des vulnérabilités stratégiques, notamment par des perturbations de la chaîne d'approvisionnement. L'UE a pris des mesures importantes pour y remédier dans plusieurs domaines, notamment la défense, l'énergie, les denrées alimentaires, les matières premières critiques, les technologies numériques et la santé. Elle a progressé dans la promotion de sa compétitivité, en s'appuyant sur ses atouts que sont notamment une main-d'œuvre qualifiée, des infrastructures de qualité, l'innovation, la technologie et une base industrielle et manufacturière solide. La force de l'UE réside dans sa croissance verte et ses outils numériques fiables.

Toutefois, face à l'adversité, l'UE doit maintenir le cap et se transformer en une économie plus résiliente, plus compétitive et plus durable, qui favorise le bien-être des citoyens⁵⁷. Il y a lieu de redoubler d'efforts pour bâtir un marché unique plus innovant et interconnecté, préserver la cohésion interne et encourager les alliances avec un large éventail de partenaires internationaux. Nous devons poursuivre nos efforts pour réduire les risques et renforcer la base économique et industrielle de l'Europe tout en protégeant sa sécurité économique. Nous devons nous attaquer avec une ardeur renouvelée aux dépendances stratégiques et aux risques critiques, en promouvant et en faisant appliquer de manière résolue des conditions de concurrence équitables au niveau mondial, dans un contexte de distorsions économiques majeures. Nous devons nous préparer à des tentatives directes et indirectes de saper nos processus

⁵⁷ COM(2023) 376 final, Rapport de prospective stratégique 2023: La durabilité et le bien-être des personnes au cœur de l'autonomie stratégique ouverte de l'Europe.

démocratiques. La stabilité et la résilience reposent également sur la fourniture de solutions à long terme aux défis communs auxquels la société européenne est aujourd'hui confrontée: le nouveau pacte sur la migration et l'asile, soutenu par des mesures opérationnelles immédiates, est un élément essentiel pour apporter des réponses durables et crédibles là où nous devons présenter un front uni.

Pour mettre en œuvre ces mesures importantes, le budget de l'UE a fait preuve de souplesse afin de s'adapter à un environnement en mutation. Il est cependant arrivé à un point où des ajustements ciblés sont nécessaires de toute urgence si l'on veut que le CFP puisse continuer à atteindre les objectifs les plus essentiels, par exemple en ce qui concerne la poursuite du soutien financier à l'Ukraine, la compétitivité, la migration et les partenariats avec nos voisins les plus proches. La Commission invite donc le Parlement européen et le Conseil à parvenir rapidement à un accord sur les propositions pertinentes.

Les nouveaux défis en matière de sécurité, la hausse de l'inflation et les investissements nécessaires pour réaliser les transitions écologique et numérique ont également exercé une pression supplémentaire sur les budgets nationaux. Cette situation souligne la nécessité de parvenir rapidement à un accord sur la réforme du cadre de gouvernance économique de l'UE, en vue de renforcer la soutenabilité de la dette publique, de promouvoir une croissance durable et inclusive, au moyen d'investissements et de réformes, et de soutenir la prospérité et le bien-être des citoyens, en particulier des plus vulnérables.

La nouvelle réalité géopolitique exige que l'Union renforce sa capacité à protéger ses intérêts stratégiques et à s'ériger en tant que garante de la sécurité crédible pour ses citoyens et ses partenaires, contribuant ainsi à la sécurité mondiale. L'Union doit rester unie face aux nouveaux défis en matière de sécurité, tout en approfondissant encore les liens avec les pays partenaires ainsi qu'avec ceux qui partagent nos préoccupations et nos intérêts sur des questions spécifiques. Le futur élargissement de l'Union offre des possibilités importantes et jette les bases de l'instauration d'une paix durable en Europe.